



## **Non aux violences policières dans les universités !**

Paris, le 10 avril 2018

### **Communiqué**

**Désormais c'est la règle, les étudiantes et les étudiants qui se rassemblent pour exprimer pacifiquement, collectivement et légitimement leurs revendications sont délogé-es et frappé-es par la police.**

Lundi 9 avril, les forces de l'ordre sont intervenues dans deux universités à Nanterre et à Lille 2. Elles ont délogé avec violence des étudiant-e-s et personnels grévistes et ont usé de gaz lacrymogènes contre des personnes pacifiques.

Plutôt que de répondre aux revendications, le gouvernement fait le choix de la répression. Plusieurs étudiant-e-s avaient été blessé-e-s dans une opération similaire menée à l'université de Bordeaux.

Ces attaques contre les étudiant-e-s grévistes encouragent les opérations menées par des groupuscules d'extrême droite comme à Montpellier, Strasbourg, Angers ou Tolbiac (centre PMF-Paris I).

Pour Solidaires Fonction publique, la police n'a rien à faire dans les universités et surtout pas à en déloger les étudiant-e-s et les personnels qui se réunissent sur leurs lieux de travail et d'étude. Ils et elles en sont les seul-e-s occupant-e-s légitimes.

Nous réclamons la libération immédiate et sans poursuites des sept étudiant-e-s de Nanterre interpellé-e-s.

Face à ces violences, nous appelons l'ensemble des personnels de la fonction publique à dénoncer ces agissements indignes d'une démocratie.

**Ce comportement répressif associé à l'incapacité du gouvernement à entendre les revendications légitimes des personnels et des étudiant-es nous conforte dans notre volonté de construire toutes et tous ensemble un véritable rapport de forces.**